

**Accord professionnel**

**COMMERCE DE DÉTAIL  
(HÉRAULT)**

ACCORD DU 24 NOVEMBRE 2004  
RELATIF À LA LIMITATION D'OUVERTURE DES COMMERCES  
LES DIMANCHES DANS LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT  
NOR : ASET0650794M

En la personne de leurs secrétaires respectifs,  
Et sous l'égide du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la  
formation professionnelle de l'Hérault,

**PRÉAMBULE**

Les signataires du présent accord affirment qu'ils sont opposés à l'ouverture des magasins le dimanche et qu'il convient de respecter le repos dominical des salariés du commerce.

Néanmoins, afin de satisfaire la clientèle, d'éviter une concurrence déloyale et de prendre en considération la consultation organisée par les représentants des employeurs, les signataires conviennent des dispositions suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux commerces de détail du département de l'Hérault. Il vise à interdire l'ouverture dominicale de ces commerces.

Il ne s'applique pas :

- aux commerces d'une surface de vente inférieure à 300 mètres carrés ;
- aux commerces employant des salariés relevant des dérogations de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement listés à l'article L. 221-9 du code du travail ;
- aux activités visées par l'arrêté préfectoral n° 04-XVII-01 du 24 février 2004 portant réglementation de la fermeture hebdomadaire des boulangeries-pâtisseries et dépôts de pain du département de l'Hérault ;

- aux magasins d'ameublement tels que visés par l'arrêté préfectoral du 29 avril 1975, complété par l'arrêté préfectoral du 8 octobre 1975 ;
- aux concessionnaires automobiles.

## **Article 2**

Cet accord s'applique sur la totalité de l'année à l'exception des périodes suivantes :

- du 11 décembre au 31 décembre de chaque année ;
- le 1<sup>er</sup> dimanche de la 1<sup>re</sup> semaine des soldes d'hiver ;
- le 1<sup>er</sup> dimanche de la 1<sup>re</sup> semaine des soldes d'été, les périodes de soldes étant déterminées chaque année par arrêtés préfectoraux.

Sur ces périodes, les commerces de détail concernés sont soumis aux dispositions du code du travail concernant le repos hebdomadaire des salariés (voir article 6 du présent accord).

En cas de travail du dimanche autorisé, ils s'engagent à :

- ne faire appel qu'au volontariat ;
- respecter l'amplitude d'ouverture maximale suivante pour ces dimanches : 9 heures à 19 heures ;
- appliquer l'interruption habituelle pour le déjeuner dans la limite de 2 heures au maximum.

## **Article 3**

En dehors des périodes visées à l'article 2, les commerces de détail concernés doivent être fermés au public le dimanche et ne pas occuper de salariés ce jour-là.

## **Article 4**

Les apprentis, les jeunes de moins de 18 ans, les femmes enceintes, les titulaires de contrat de professionnalisation, les stagiaires de la formation professionnelle, pendant les périodes de formation, ne pourront pas travailler le dimanche.

## **Article 5**

Aucune pression, aucune sanction, ne pourra être exercée ou prise à l'encontre des salariés qui refuseront de travailler le dimanche.

## **Article 6**

En application de l'article L. 221-19, alinéa 2, du code du travail, chaque salarié privé du repos du dimanche doit bénéficier d'un repos compensateur et d'une majoration de salaire pour ce jour de travail exceptionnel, égale à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou à la valeur d'une journée de travail si l'intéressé est payé à la journée. L'arrêté municipal détermine les conditions dans lesquelles ce repos est accordé, soit collectivement, soit par roulement dans une période qui ne peut excéder la quinzaine qui précède une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

L'employeur devra afficher dans son établissement les modalités de prise du repos compensateur. Ce repos compensateur constitue un droit et sera rémunéré.

### **Article 7**

En ce qui concerne la rémunération, le repos compensateur et plus généralement toutes les dispositions concernant les relations du travail dans l'entreprise, cet accord ne se substitue pas aux accords d'entreprises ou conventionnels plus favorables.

### **Article 8**

L'ensemble des dispositions du présent accord est également applicable au personnel d'encadrement.

### **Article 9**

Cet accord ne remet pas en cause les arrêtés préfectoraux de fermeture existant.

### **Article 10**

Le présent accord est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

### **Article 11**

Les parties signataires conviennent de se rencontrer, sous l'égide du directeur départemental du travail et de l'emploi de l'Hérault, en fin d'année, afin de faire le point sur la bonne application de cet accord.

### **CONCLUSION**

Les signataires du présent accord :

- considèrent que cet accord améliore les dispositions du code du travail ;
- affirment à nouveau le caractère volontaire de la participation des salariés à l'activité des commerces le dimanche ;
- demandent aux consommateurs de prendre conscience du respect des conditions de travail des salariés et du respect de leur repos dominical et de leur vie familiale ;
- demandent aux maires du département de l'Hérault de faire respecter les dispositions du présent accord et d'en assurer l'affichage en mairie ;
- demandent à M. le préfet de l'Hérault de prendre toutes les dispositions réglementaires possibles permettant l'application intégrale du présent accord.

Fait à Montpellier, le 24 novembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

UPA de l'Hérault ;

CGPME de l'Hérault ;

MEDEF Montpellier, Sète, Centre Hérault.

**Syndicats de salariés :**

UD CFDT ;

UD CFE-CGC ;

UD CFTC ;

UD CGT ;

UD CGT-FO.